

[Île-de-France & OiseVal-d'Oise](#)

Triangle de Gonesse : la lutte pour le maintien des terres agricoles «prend tout son sens»

Depuis des années, Bernard Loup, président du Collectif pour le Triangle de Gonesse, s'oppose à l'urbanisation des terres agricoles. Un combat qui, selon lui, à la lumière de la crise sanitaire et de la nécessité de proximité alimentaire, doit être entendu.



Gonesse. Pour Bernard Loup, si les productions locales existent, elles sont très minoritaires en Ile-de-France et les débouchés sont limités. LP/Julie Ménard

Par Anne Collin

Le 14 avril 2020 à 14h02, modifié le 14 avril 2020 à 14h07

«Il faut des changements profonds, sinon on retombera dans les mêmes ornières qu'avant» Pour Bernard Loup, le président du Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG), des leçons doivent être tirées de cette crise sanitaire. Notamment sur la nécessité de proximité alimentaire indispensable pour assurer la sécurité des approvisionnements, [remise en question par la situation actuelle](#).

« L'épidémie mondiale de Covid-19 et les mesures de confinement qu'elle impose, nous rappellent l'extrême fragilité de notre chaîne alimentaire en produits frais et notamment en fruits et légumes, dont l'approvisionnement dépend bien trop souvent de producteurs espagnols, italiens, nord-africains, mais aussi de pays beaucoup plus lointains, souligne l'écologiste. Et si les productions locales existent, elles sont très minoritaires en Ile-de-France et les débouchés sont limités, moins de 10 % des produits frais en moyenne. C'est ridicule pour une région comme la nôtre. »

« On espère que cela devienne une préoccupation nationale »

Et pour le CPTG, opposé à l'urbanisation du Triangle de Gonesse, la proximité alimentaire passe forcément par le maintien des terres agricoles pour qu'elles puissent retrouver leur vocation nourricière historique. Un combat mené depuis des années par le collectif.

LIRE AUSSI > [Coronavirus : pour les masques, Macron mise sur le made in France](#)

« On est en plein dans le sujet, cela prend tout son sens. Et comme beaucoup d'autres, nous le disions bien avant la crise même si nous étions tous loin d'imaginer une situation comme celle-ci. On espère que cela devienne une vraie préoccupation nationale et que l'on aura le plus de responsables possible qui en tireront les conséquences », poursuit Bernard Loup.

Des raisons d'y croire

Dans ce contexte, le rapport que doit remettre [d'ici à l'été Francis Rol-Tanguy sur l'avenir du Triangle de Gonesse](#) est d'autant plus attendu. En fin d'année dernière, le haut fonctionnaire s'est vu confier par le gouvernement la mission de trouver un projet alternatif après l'abandon du mégacomplexe de commerces et de loisirs EuropaCity, le 7 novembre. Une décision saluée par les écologistes mais très mal vécue par les responsables du territoire.

« J'ai du mal à imaginer comment le gouvernement pourrait ne pas tenir compte du contexte actuel et maintenir le projet de ZAC sur les terres agricoles. Nous l'avons rencontré avec une large délégation le 1er février et ça s'est très bien passé. On a senti qu'il était sensible à ce qu'on lui disait. Mais c'est le gouvernement qui décidera », souligne le président du collectif, qui défend le projet porté par l'association Coopération pour une ambition agricole, rurale et métropolitaine d'avenir (Carma).

« Les collectivités se posent plus de questions qu'avant »

Celui-ci prévoit la préservation intégrale des 670 ha de terres agricoles du Triangle de Gonesse, couplé à l'adoption d'un projet de « transition écologique permettant de créer des emplois dans des filières d'avenir et non délocalisables ». Carma doit ainsi remettre deux rapports à Francis Rol-Tanguy avant que celui-ci ne rédige son document final.



LP/T.C.

« Il y a déjà des changements qui étaient en cours avant la crise et qui ne peuvent qu'être accélérés dans le sens où on le souhaitait. Certains projets d'urbanisation ont été suspendus. On sent que les collectivités se posent plus de questions qu'avant. Plus globalement, les idées sur la défense du climat, portées par les jeunes notamment, avancent. [Même Christine Lagarde expliquait jeudi que cette crise trouve ses origines dans des désordres écologiques et biologiques du monde](#) créés par l'homme », note Bernard Loup.

Pas d'angélisme non plus

Mais le CPTG prépare cependant déjà la suite et continue ses réunions au même rythme mais par téléphone. « Car on pense qu'il faudra toujours être là pour aider à faire pencher les décisions dans le bon sens », ajoute le président de Val-d'Oise environnement.

LIRE AUSSI > [Christine Lagarde : « Nos banques sont beaucoup plus solides qu'en 2008 »](#)

Malgré tout, cet écologiste engagé depuis plus de vingt-cinq ans dans le Val-d'Oise, ne s'attend pas pour autant à un changement complet de paradigme dans le monde d'après. « Je ne crois pas vraiment à un renversement de table. Cette crise va marquer mais à un moment on va voir revenir la tendance : le développement économique à tout-va avant tout, craint-il.

Pour le septuagénaire, « personne n'a vraiment la solution mais il faut tout repenser ». « Remettre en cause l'acquisition des richesses par une petite minorité, réorganiser les productions sans absolument vouloir en faire baisser les coûts au maximum à tout prix mais pour ça, il faut que les gens soient aussi prêts à changer leurs modes de consommation. La bonne volonté ne suffira pas. Est-ce que l'on trouvera le bon chemin ? À notre petit niveau, on sera là en tout cas pour essayer d'influencer. Mais il y aura sans doute encore du travail pour mon successeur à la tête de Val-d'Oise environnement. »